

LE LIVRE

Pour sortir
de la crise,
il faut plus d'Etat

Écrit par un économiste érudit et ancien financier, qui conseille depuis 2005 les banques centrales du Liban, du Paraguay ou d'Indonésie, ce livre est « à ne pas rater » si l'on veut comprendre la crise que nous subissons, et surtout les moyens d'en sortir.

Michel Santi démonte les mécanismes qui ont conduit à la crise de la zone euro, « *superflue et parfaitement évitable* » si la Banque centrale européenne (BCE) avait joué – ou pu jouer – son rôle de prêteur en dernier ressort des Etats attaqués par la spéculation sur leur dette. « *En effet, explique l'auteur, les engagements des banques importantes étant nettement plus massifs que ceux des Etats, il aurait été moins coûteux (pour tout le monde) que la BCE soutienne précocement des Etats – auréolés de légitimité populaire – que tardivement des banques en mains privées.* » Et de rappeler la formule du général américain MacArthur, « *les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard* ».

Pour M. Santi, la séduction de la théorie monétariste – qui fait confiance à l'efficacité des marchés pour gérer l'économie et prône par conséquent la réduction du rôle de l'Etat – a fait perdre aux pouvoirs publics leur rôle protecteur en cas de crise. De plus, la dérégulation des activités financières, justifiée par leur efficacité supposée, a permis de créer de nouveaux instruments sophistiqués échappant aux lois, si bien que, sur la planète finance, « *la fraude n'est pas une anomalie : elle fait partie intégrante du système, elle en est un des éléments incontournables* ».

Son diagnostic est clair : l'Etat ne doit pas craindre de s'endetter, si besoin auprès de sa banque centrale, tant que les ménages et les entreprises n'auront pas recommencé à dépenser, à investir, à embaucher pour



enclencher une reprise auto-entretenu de l'économie. De plus, ce redémarrage n'aura lieu qu'avec un assainissement et une véritable régulation du secteur financier, afin qu'il prête à l'économie réelle.

Antilibéralisme ? Pas si sûr. En 1997, l'économiste américain Milton Friedman recommandait à la Banque du Japon de racheter de la dette publique quitte à augmenter sa masse monétaire et à retrouver un peu d'inflation. « *Aujourd'hui, les prescriptions de Friedman pour remédier aux maux européens seraient identiques* », juge M. Santi. A l'inverse, le remède administré en Europe – rigueur, baisse du coût du travail – vise à imiter le succès allemand à l'export. Mais les excédents des uns sont les déficits des autres, et tous les pays européens ne peuvent en même temps mener cette politique qui mine la consommation en Europe...

L'Allemagne redoute la répétition de l'hyperinflation de 1923 ? En réalité, elle devrait plutôt s'alarmer au souvenir de 1931, où une conjugaison de crise bancaire et d'austérité a plongé le pays dans la déflation, un contexte économique et social sur le terreau duquel le nazisme a pu prospérer et faire basculer l'Allemagne, l'Europe et le monde dans l'horreur.

Admirateur de l'économiste britannique Keynes, l'auteur plaide donc avec conviction pour une relance coordonnée des investissements publics et privés, pour la préservation de la protection sociale et la revalorisation du travail. Mais cette vision semble loin, encore, des esprits de nombre de responsables européens. ■

ADRIEN DE TRICORNOT

Splendeurs et misères du libéralisme
de Michel Santi, L'Harmattan, 2012,
178 pages, 18 euros.

ité

ès
ricain